

# Cuba appelle l'Assemblée générale de l'ONU à empêcher l'action militaire des États-Unis contre la Syrie

RÉSEAU VOLTAIRE | LA HAVANE (CUBA) | 2 SEPTEMBRE 2013

ESPAÑOL



## Déclaration du ministère des Affaires étrangères de Cuba sur la menace des États-Unis contre la Syrie

**L**e Ministère des Affaires étrangères de la République de Cuba a pris connaissance avec une profonde préoccupation de la déclaration formulée ce samedi 31 août par le président des États-Unis, Barack Obama, annonçant sa décision d'entreprendre des actions militaires contre la République Arabe Syrienne.

Sans laisser aucune marge aux démarches actuellement en cours pour arriver à une solution politique du conflit, sans présenter aucune preuve et avec un mépris total des opinions de nombreux

pays, dont celles de certains de ses principaux alliés, et des Nations Unies, le président des États-Unis a annoncé sa décision de violer le Droit international et la Charte des Nations Unies, entraînant encore plus de morts et de destructions, provoquant en outre, inéluctablement, l'aggravation du conflit dont souffre cette nation arabe.

Le ministère des Affaires étrangères de la République de Cuba appelle les membres du Conseil de sécurité à honorer leur mandat, qui est d'empêcher toute rupture de la paix, et à stopper une intervention militaire qui menace la sécurité internationale dans une région du monde particulièrement volatile.

Cuba estime que l'Assemblée générale, seul organe des Nations Unies où sont représentés tous les États, a également pour responsabilité d'agir pour stopper l'agression, d'autant plus qu'en raison de la position prééminente des États-Unis au sein du Conseil de sécurité, il est fort probable que celui-ci se retrouve bloqué et ne puisse pas prendre de décision sur la question. L'Assemblée générale, dans l'exercice de ses prérogatives, doit donc se réunir d'urgence et prendre les mesures indispensables.

Le Secrétaire général des Nations Unies doit s'impliquer directement pour empêcher les actes que le président des États-Unis a présentés comme des faits presque inévitables.

Pour s'acquitter de l'énorme responsabilité qu'implique sa charge en ce qui concerne la sauvegarde de la paix et de la stabilité mondiales, il reviendrait au secrétaire général de l'Onu d'entreprendre auprès du gouvernement des États-Unis des démarches diplomatiques urgentes et vigoureuses.

Le G-20 va se réunir à Saint-Petersbourg, en Russie, le 5 et le 6 septembre. Ce forum, qui va rassembler nombre des principaux leaders du monde, ne saurait pas ne pas s'acquitter de l'obligation d'aborder avec le président des États-Unis la situation créée et d'entreprendre des actions concrètes pour la résoudre.

Sans tout ce qui est fait pour lui cacher la vérité et sans le flot gigantesque d'information tendancieuse, manipulée et incomplète dont il est submergé, le peuple des États-Unis, qui lors des guerres

qui se sont succédées depuis celle du Vietnam jusqu'à nos jours a eu à endurer la mort de dizaines de milliers de ses jeunes, ne resterait certainement pas indifférent face à une nouvelle conflagration qui se traduira par une plus grande perte de vies humaines et, le moment venu, il se souviendra de la responsabilité des politiciens corrompus et des médias menteurs.

On peut se demander ce que va faire le Congrès des États-Unis, en reprenant ses travaux le 9 septembre, quand il aura à trancher entre le début d'une nouvelle guerre et la préservation de la paix internationale, entre la vie et la mort. Si, à l'instar du Parlement britannique, il rejette les visées agressives annoncées par le président, il fera une contribution surprenante et précieuse à la paix mondiale et au système politique controversé de son pays. S'il les approuve, il devra en assumer les conséquences face au verdict implacable de l'Histoire.

Cuba en appelle également aux leaders d'opinion des États-Unis et du monde pour empêcher que la loi de la jungle l'emporte sur la raison, pour empêcher le déclenchement d'attaques illégales contre d'autres pays, pour empêcher qu'on cherche à remplacer la diplomatie par la guerre.

Le ministère des Affaires étrangères lance aussi un appel à préserver la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie et le droit de son peuple à l'autodétermination ainsi qu'à promouvoir le règlement du conflit par la voie diplomatique et sans effusion de sang.

Ministère des Affaires étrangères de la République de Cuba

---

Source : « Cuba appelle l'Assemblée générale de l'ONU à empêcher l'action militaire des États-Unis contre la Syrie », *Réseau Voltaire*, 2 septembre 2013, [www.voltairenet.org/article180035.html](http://www.voltairenet.org/article180035.html)